



Assemblée générale

Distr. générale
24 juin 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 69 a) de la liste préliminaire*

Promotion et protection des droits de l'homme : application des instruments relatifs aux droits de l'homme

État du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, soumis en application de la résolution 46/122 de l'Assemblée générale, fait le point sur les recommandations d'aide financière et sur les décisions s'y rapportant qui ont été adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage à sa quatorzième session, tenue à Genève du 14 au 18 septembre 2009. Les recommandations d'aide financière ont été approuvées le 21 octobre 2009 par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, agissant au nom du Secrétaire général. Le rapport contient aussi des éléments d'information sur les décisions de principe adoptées par le Conseil en application des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) en vue de renforcer encore l'efficacité avec laquelle les activités du Fonds sont exécutées. Il s'agit d'une mise à jour du rapport présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session (A/64/306 et corr.1).

* A/65/50.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mandat du Fonds	3
II. Gestion et Conseil d'administration	3
III. Cycle d'approbation des aides financières et critères de recevabilité	3
A. Cycle d'approbation des aides financières	3
B. Recevabilité de nouvelles demandes et processus de sélection	4
C. Contrôle et évaluation par le Conseil et par le secrétariat	4
IV. Situation financière du Fonds	5
V. Quatorzième session du Conseil d'administration	6
A. Recommandation concernant les aides financières	7
B. Collecte de fonds	9
C. Suite donnée aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne	10
D. Coopération avec les organismes des Nations Unies et faits nouveaux dans le système des Nations Unies concernant les mandats pertinents	13
E. Autres recommandations	14
VI. Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage	15
VII. Comment contribuer au Fonds	16
VIII. Conclusions et recommandations	16
 Annexes	
I. Liste des aides financières au titre de projets approuvées par le Conseil d'administration à sa quatorzième session	18
II. Liste d'attente des aides financières au titre de projets recommandées par le Conseil d'administration à sa quatorzième session	28

I. Mandat du Fonds

1. Par sa résolution 46/122, l'Assemblée générale a créé le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage en vue d'apporter une aide humanitaire, juridique et financière aux personnes dont les droits de l'homme ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Le Fonds est alimenté par des contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'autres entités privées ou publiques et de particuliers.

II. Gestion et Conseil d'administration

2. En vertu de la résolution 46/122, le Fonds est administré par le Secrétaire général, et par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, assisté par un conseil d'administration, conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies applicables aux fonds généraux d'affectation spéciale pour l'assistance humanitaire.

3. Le Conseil d'administration se compose de cinq spécialistes de l'ONU possédant l'expérience voulue dans le domaine des droits de l'homme et, en particulier, des formes contemporaines d'esclavage, qui siègent à titre personnel. En décembre 2007, le Secrétaire général a nommé, pour un mandat de trois ans prenant fin le 31 décembre 2010, et dans le respect du principe d'une répartition géographique équitable, les cinq personnes suivantes : Gulnara Shahinian (Arménie), Virginia Herrera Murillo (Costa Rica), David Weissbrodt (États-Unis d'Amérique), Prateep Unsongtham Hata (Thaïlande) et Cleophas Kwdjo Mally (Togo). Le 23 mai 2008, M^{me} Shahinian a démissionné à la suite de sa nomination aux fonctions de Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences. En mars 2009, le Secrétaire général a nommé Klara Skrivankova (République tchèque) pour la remplacer.

III. Cycle d'approbation des aides financières et critères de recevabilité

A. Cycle d'approbation des aides financières

4. Les demandes d'aide au titre de projets pour 2009 devaient être présentées au plus tard le 31 mars 2008. Les demandes recevables ont été examinées par le Conseil d'administration à sa quatorzième session, qui s'est tenue à Genève du 14 au 18 septembre 2009. Les recommandations d'aide financière adoptées par le Conseil à cette session ont été approuvées le 21 octobre 2009 par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, agissant au nom du Secrétaire général, et les aides devaient être versées en décembre 2009. Les bénéficiaires d'aides au titre de projets doivent remettre au secrétariat du Fonds un rapport descriptif et un rapport financier intermédiaires sur l'emploi des fonds octroyés avant le 30 juin 2010 et un rapport descriptif et un rapport financier de fin d'année avant le 28 février 2011. Aucune nouvelle aide au titre de projets ne peut être versée tant qu'il n'a pas été rendu compte de manière satisfaisante de l'emploi des aides versées précédemment.

5. Pour 2011, la date limite pour la présentation de demandes d'aide au titre de projets a été fixée au 31 mars 2010. Le Conseil d'administration examinera les demandes recevables à sa quinzième session, qui doit se tenir à Genève en décembre 2010.

B. Recevabilité de nouvelles demandes et processus de sélection

6. Conformément aux critères de sélection adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/122, les bénéficiaires d'aide du Fonds sont des personnes victimes de graves violations de leurs droits résultant de formes contemporaines d'esclavage. Les critères de recevabilité des projets sont énoncés dans les directives du Fonds.

7. Le secrétariat vérifie la conformité des demandes aux critères de sélection et, si nécessaire, demande un complément d'information à l'entité concernée. Le cas échéant, il consulte des organismes ou réseaux spécialisés compétents. Ensuite, il résume et analyse, conformément aux critères de sélection, le formulaire de candidature et l'ensemble des documents supplémentaires requis, de façon à faciliter la tâche du Conseil d'administration. À sa session annuelle, le Conseil examine toutes les demandes jugées recevables, y compris le formulaire de candidature, le résumé analytique élaboré par le secrétariat et toute autre information pertinente. Conformément aux directives qu'il a adoptées, le Conseil d'administration émet des recommandations à l'intention du Secrétaire général. Après la session, le secrétariat examine toutes les recommandations du Conseil pour s'assurer qu'elles sont conformes aux dispositions applicables des règles administratives et du Règlement financier et règles de gestion financière de l'ONU. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme, agissant au nom du Secrétaire général, approuve alors les recommandations concernant les aides financières au titre de projets.

8. Les organisations bénéficiaires sont priées d'accepter toutes les conditions dont sont assorties les aides financières, notamment l'obligation de soumettre dans les délais requis des rapports descriptifs et financiers en milieu et en fin d'année sur l'utilisation des fonds octroyés. Dès qu'il a reçu l'accord de l'entité concernée, le secrétariat du Fonds demande aux services financiers de l'Office des Nations Unies à Genève de verser la subvention sans tarder.

C. Contrôle et évaluation par le Conseil et par le secrétariat

9. Le secrétariat examine l'ensemble des rapports descriptifs et financiers reçus des organisations bénéficiaires quant à l'emploi des aides financières au titre de projets et leur demande, au besoin, un complément d'information. Il peut demander d'autres renseignements sur l'organisation ou sur le projet concerné aux représentants sur le terrain du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et à d'autres bureaux extérieurs des Nations Unies tels que ceux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

10. Le Conseil d'administration et le secrétariat procèdent à l'évaluation de la manière suivante :

a) À sa session annuelle, le Conseil d'administration examine la suite donnée aux aides financières au titre de projets accordées au cours des années

précédentes. S'il est satisfait du rapport présenté par une organisation, il recommande que le dossier soit clos. En revanche, lorsque le rapport n'est pas complet, il recommande que des compléments d'information soient demandés à l'organisation en question. Aucune aide financière nouvelle ne peut lui être accordée tant que le Conseil d'administration n'est pas satisfait du rapport qu'elle a soumis;

b) Des membres du Conseil d'administration et du secrétariat peuvent se rendre sur place pour visiter les projets financés par le Fonds;

c) Si nécessaire, les membres du Conseil d'administration entrent directement en contact avec les responsables d'un projet sur le terrain afin de mieux évaluer l'utilisation des aides financières accordées. Le secrétariat peut également rencontrer des responsables de projet;

d) Des représentants d'organisations ou de réseaux spécialisés compétents peuvent également être invités aux sessions du Conseil d'administration afin, notamment, de fournir des renseignements complémentaires sur un projet ou une organisation.

IV. Situation financière du Fonds

11. Selon les informations reçues du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au moment où s'est tenue la quatorzième session du Conseil d'administration, le montant disponible provenant des nouvelles contributions versées depuis la treizième session s'établissait à 936 536 dollars (voir tableau 1).

Tableau 1

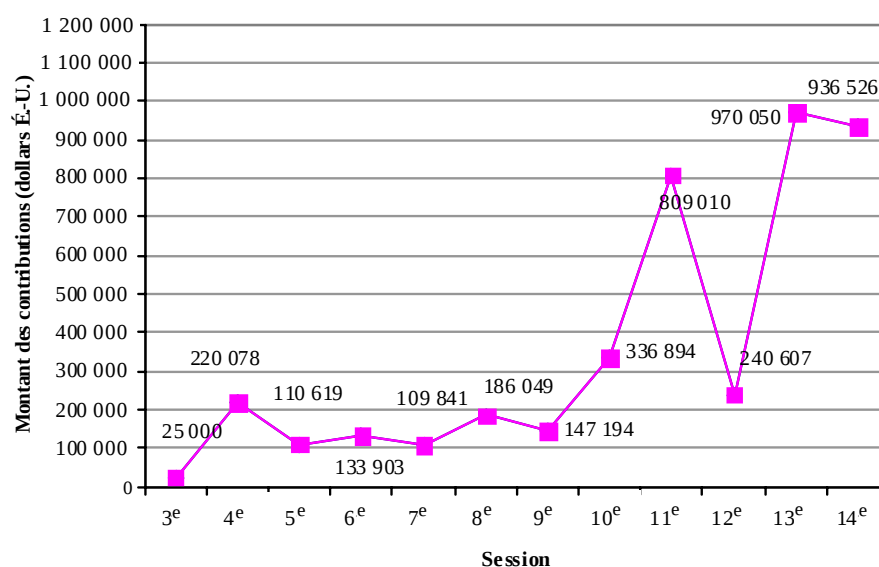
**Contributions disponibles à la date de la quatorzième session
du Conseil d'administration**

<i>Donateur</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>	<i>Date de versement</i>
Afrique du Sud	4 993	Avril 2009
Allemagne	562 587	Juillet 2009
Belgique	74 405	Novembre 2008
Brésil	20 000	Décembre 2008
Cameroun	2 257	Juillet 2009
Espagne	26 954	Décembre 2008
Fédération de Russie	50 000	Décembre 2008
Finlande	69 735	Juin 2009
Grèce	14 306	Septembre 2008
Grèce	43 165	Septembre 2009
Israël	2 500	Janvier 2009
Japon	50 000	Novembre 2008
Turquie	6 000	Août 2008
Turquie	6 000	Mars 2009
Ungsongtham Hata Prateep	490	Septembre 2008

<i>Donateur</i>	<i>Montant (dollars É.-U.)</i>	<i>Date de versement</i>
Venezuela (République bolivarienne du)	5 000	Février 2009
Weissbrodt David	400	Septembre 2008
Total	936 536	

12. Le graphique suivant montre l'évolution du montant des contributions reçues entre 1998 et 2009, par session :

Figure 1
Montant des contributions reçues entre 1998 et 2009



V. Quatorzième session du Conseil d'administration

13. La quatorzième session du Conseil d'administration s'est tenue au siège du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à Genève du 14 au 18 septembre 2009. La session a été ouverte par Antti Korkeakivi, chef du Groupe des peuples autochtones et des minorités (Service de l'état de droit, de l'égalité et de la non-discrimination) du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. M. Korkeakivi a félicité Klara Skrivankova (République tchèque) pour sa nomination au Conseil et rendu hommage à Gulnara Shahinian (Arménie), qui avait démissionné le 23 mai 2008 suite à sa nomination au poste de rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, pour les conseils éclairés qu'elle a donnés pendant de nombreuses années et pour son engagement dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage.

14. Les cinq membres du Conseil ont assisté à la session. M. Weissbrodt a été réélu Président.

15. Le Conseil d'administration a tenu 10 séances pendant lesquelles il a examiné les informations fournies par le secrétariat sur la suite donnée aux recommandations

qu'il avait adoptées à sa treizième session, la situation financière du Fonds, les activités de collecte de fonds, les demandes d'aide au titre de projets, les éléments nouveaux, dans le système des Nations Unies, s'agissant des mandats pertinents et de la coopération avec les organismes des Nations Unies, et la suite donnée aux recommandations du BSCI.

16. Le Conseil d'administration a rencontré M^{me} Navanethem Pillay, Haut-Commissaire aux droits de l'homme, et M^{me} Mona Rishmawi, chef du Service de la primauté du droit, de l'égalité et de la non-discrimination, avec lesquels il a examiné, entre autres, les activités futures du Fonds et l'état des effectifs.

A. Recommandations concernant les aides financières

17. Compte tenu des fonds disponibles, le Conseil d'administration a adopté un budget révisé d'un montant de 1 137 000 dollars pour 2009-2010.

18. Le Conseil a examiné 289 demandes d'aide financière au titre de projets, provenant de 77 pays et se chiffrant à environ 3 831 322 dollars. Une cinquantaine de demandes ont par ailleurs été déclarées irrecevables. Les demandes provenaient des continents et pays suivants : Afrique (105) : Afrique du Sud (1), Bénin (1), Botswana (1), Burkina Faso (4), Burundi (3), Cameroun (6), Côte d'Ivoire (4), Éthiopie (1), Gabon (1), Ghana (7), Guinée (1), Guinée-Bissau (1), Kenya (11), Libéria (1), Malawi (1), Mali (4), Mauritanie (7), Niger (3), Nigéria (11), Ouganda (9), République démocratique du Congo (12), Rwanda (3), Sénégal (1), Sierra Leone (2), République-Unie de Tanzanie (5), Togo (6), Zambie (2), Zimbabwe (2); Asie (112) : Bangladesh (7), Indonésie (6), Inde (54), Iran (République islamique d') (1), Iraq (2), Liban (1), Malaisie (1), Mongolie (2), Népal (12), Pakistan (14), Philippines (2), Sri Lanka (3), Tadjikistan (1), Thaïlande (4), Viet Nam (2); Europe orientale (27) : Albanie (3), Azerbaïdjan (2), Bosnie-Herzégovine (1), Bulgarie (3), ex-République yougoslave de Macédoine (6), Fédération de Russie (1), Géorgie (3), Kirghizistan (1), Lituanie (2), Moldova (République de) (1), Pologne (1), Serbie (1), Ukraine (1); Amérique latine et Caraïbes (30) : Argentine (1), Bolivie (2), Brésil (2), Colombie (3), Costa Rica (2), Équateur (2), Guatemala (2), Haïti (6), Mexique (1), Nicaragua (1), Panama (2), Pérou (5), Uruguay (1); Europe occidentale et autres (16) : Australie (1), Canada (1), États-Unis d'Amérique (5), France (2), Irlande (1), Israël (2), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2), Suisse (1) et Turquie (1).

19. À la lumière des critères de sélection, le Conseil d'administration a recommandé l'octroi de 63 aides financières au titre de projets, d'un montant total de 726 090 dollars, à l'intention d'organisations non gouvernementales ayant des projets dans 45 pays, en Afrique (10) : Afrique du Sud (1), Bénin (1), Botswana (1), Cameroun (1), Côte d'Ivoire (1), Kenya (1), République démocratique du Congo (1), Rwanda (1), Togo (1), Zimbabwe (1); Asie (23) : Bangladesh (3), Indonésie (2), Inde (3), Iran (République islamique d') (1), Liban (1), Malaisie (1), Mongolie (1), Népal (4), Pakistan (3), Sri Lanka (1), Tadjikistan (1), Thaïlande (2); Europe orientale (11) : Albanie (2), Azerbaïdjan (1), Bosnie-Herzégovine (1), Bulgarie (2), ex-République yougoslave de Macédoine (1), Fédération de Russie (1), Lituanie (1), Moldova (République de) (1), Pologne (1); Amérique latine et Caraïbes (11) : Brésil (1), Colombie (2), Costa Rica (1), Guatemala (1), Haïti (4), Mexique (1), Pérou (1); Europe occidentale et autres (8) : États-Unis d'Amérique (2), Irlande (1), Israël (2), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1), Suisse (1) et Turquie (1) (voir la liste des aides financières au titre de projets à l'annexe I du présent rapport).

20. Le Conseil a également recommandé la constitution d'une liste de réserve de 27 aides financières au titre de projets, d'un montant total de 281 167 dollars, dans le cas où certaines des organisations non gouvernementales choisies ne respecteraient les conditions de l'aide financière. La liste de réserve comprend 27 organisations non gouvernementales ayant des projets dans 22 pays; en Afrique (12) : Burkina Faso (1), Burundi (2), Congo (1), Ghana (1), Kenya (1), Libéria (1), Nigéria (1), Ouganda (2), Sierra Leone (1), Togo (1); Asie (6) : Bangladesh (1), Népal (3), Thaïlande (1), Viet Nam (1) ; Europe occidentale (2) : ex-République yougoslave de Macédoine (1), Kirghizistan (1); Amérique latine et Caraïbes (7) : Argentine (1), Costa Rica (1), Équateur (1), Haïti (2), Pérou (1) et Uruguay (1) (voir la liste des aides financières au titre de projets à l'annexe II du présent rapport).

21. Le Conseil a en outre recommandé d'inscrire au budget un montant de 20 000 dollars au titre des aides financières spéciales d'urgence.

22. Lors de l'examen des demandes d'aide financière au titre de voyages ou de projets, le Conseil a pris en compte l'importance d'une répartition équilibrée entre les sexes et entre les pays et régions. Il apparaît que plus de la moitié des personnes ayant reçu une aide financière au titre de projets sont des femmes.

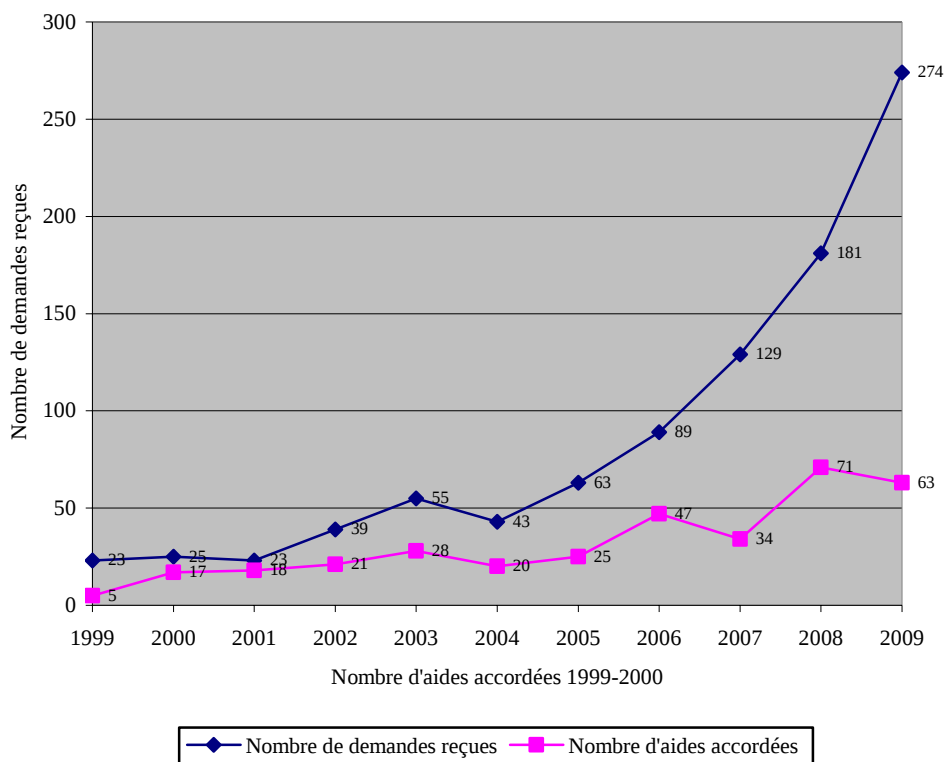
23. On trouvera dans le tableau 2 et la figure 2 ci-dessous, des statistiques relatives aux aides financières accordées par le Conseil depuis 1998, à savoir le nombre de candidatures reçues et le montant demandé, ainsi que le nombre d'aides octroyées par le Fonds et leur montant.

Tableau 2

**Statistiques relatives aux aides accordées au titre de voyages
ou de projets, 1998-2009**

<i>Année</i>	<i>Nombre de candidatures admissibles</i>	<i>Montant demandé (dollars É.-U.)</i>	<i>Nombre de demandes approuvées</i>	<i>Montant alloué (dollars É.-U.)</i>
1999	23	800 000	5	27 000
2000	25	552 236	17	83 500
2001	23	330 000	18	148 700
2002	39	600 000	21	121 000
2003	55	743 990	28	130 920
2004	43	553 275	20	150 700
2005	63	696 057	25	215 330
2006	89	1 026 445	47	590 156
2007	129	1 625 732	33	269 200
2008	181	2 190 837	71	733 109
2009	274	3 831 322	63	726 090

Figure 2
**Nombre de demandes reçues et nombre d'aides accordées
 par le Fonds, 1999-2009**



B. Collecte de fonds

24. Le Conseil a tenu sa réunion annuelle avec les gouvernements donateurs, les gouvernements concernés et d'autres donateurs le 17 septembre. Y ont participé des représentants de l'Algérie, du Bahreïn, du Brésil, du Japon, du Pakistan et du Saint-Siège.

25. Le Conseil a décidé d'adresser à toutes les missions permanentes et délégations auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, à l'occasion de la Journée internationale de l'abolition de l'esclavage, le 2 décembre 2009, une lettre signée par son président dans laquelle les gouvernements seraient invités à verser des contributions au Fonds (voir la déclaration, sect. VI).

26. Le Conseil d'administration a recommandé que le secrétariat du Conseil des droits de l'homme invite un représentant du Conseil d'administration pour qu'il présente le rapport du Secrétaire général sur le Fonds et donne des informations actualisées sur ses travaux et sur la situation financière du Fonds, et invite les donateurs à contribuer au Fonds.

27. Le Conseil d'administration a rencontré Charles Radcliffe, chef de la Section des donateurs et des relations extérieures du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Suite à cette rencontre, le Conseil a recommandé à la Section de diffuser

des informations sur le Fonds pendant les réunions avec les donateurs habituels du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de renforcer la collaboration entre la Section des donateurs et des relations extérieures et le secrétariat du Fonds.

28. Au titre du point de son ordre du jour consacré au statut financier du Fonds, le Conseil a rencontré Eldon Pearce, chef de la Section des finances et du budget, pour parler du statut financier du Fonds. Le Conseil a souligné qu'il importait de verser rapidement les aides accordées et de mettre à jour le tableau de suivi des demandes de paiement préparé par le secrétariat.

C. Suite donnée aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne

29. Suivant la recommandation du Conseil à sa onzième session, le BSCI a procédé à un examen général des activités du Fonds de novembre 2006 à janvier 2007 pour étudier l'impact de ses activités sur les groupes cibles, et évaluer l'efficacité des modalités d'établissement de rapports et de contrôle. Le rapport final, publié en juin 2007, contenait 21 recommandations. Il en est ressorti que le Fonds honore son mandat et a une incidence positive sur les victimes des formes contemporaines d'esclavage.

30. Au titre de son point de l'ordre du jour relatif à la suite donnée aux recommandations du BSCI, le Conseil a rencontré Anna Nyaoro, auditeur au BSCI, qui a souligné que la mise en œuvre des recommandations du BSCI par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Conseil avait bien progressé et que seul un nombre limité de recommandations, dont celles se rapportant à la coordination globale des trois fonds humanitaires gérés par le Haut-Commissariat, n'avaient pas encore été appliquées.

31. Par la suite, le Conseil a donné des informations complémentaires sur l'application des recommandations suivantes du BSCI :

Recommandations 1 à 5

32. Le BSCI a recommandé que des directives plus détaillées concernant le processus de sélection des bénéficiaires soient établies. Le Conseil a adopté la version finale de ses principes et directives, qui comprennent des indicateurs clefs relatifs aux formes contemporaines d'esclavage et des dispositions spéciales destinées à encourager les ONG à mettre en place des projets durables assortis de mesures visant à s'attaquer aux causes profondes de l'esclavage moderne. Les nouvelles directives comportent également des orientations relatives au financement de subventions biennales, sous réserve que des fonds soient disponibles. Des dispositions spéciales ont été ajoutées pour encourager les candidats à affecter une partie des aides reçues au renforcement des capacités. Par ailleurs, le Conseil a décidé de demander aux ONG de faire participer les bénéficiaires aux phases de conception et de mise en œuvre des projets. Il a également recommandé que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme traduise ces principes et directives en espagnol et en français.

33. Le Conseil a souligné que ses membres pourraient s'employer plus activement à encourager les projets en proposant des formations et tout autre type d'assistance à un certain nombre d'ONG des régions qu'ils représentent.

Recommandations 6 et 7

34. Le BSCI a recommandé que l'accès à l'information disponible sur le site Web du Fonds soit amélioré pour faciliter l'établissement de partenariats et l'échange de pratiques optimales entre les bénéficiaires, mieux sensibiliser le public au problème de l'esclavage et mieux faire connaître les réalisations rendues possibles par le Fonds.

35. Le Conseil a salué la nouvelle version du site Web du Fonds et a recommandé que son contenu soit traduit en français et en espagnol. Il a également recommandé qu'un recueil des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience soit constitué à la fin de chaque année à partir des rapports descriptifs et soit publié.

36. Le Conseil a recommandé que les ONG locales soient incluses dans l'annuaire des ONG travaillant sur les formes contemporaines d'esclavage.

37. Le Conseil a souligné que la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage offrait une occasion unique de sensibiliser chaque année le public à cette question et recommandé que le Président fasse une déclaration à cette occasion, si possible conjointement avec d'autres organes des Nations Unies concernés (voir la déclaration du Conseil à la section VI).

38. Conformément à la recommandation 7 du BSCI, demandant que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme fasse des efforts de sensibilisation au problème de l'esclavage, le Conseil a recommandé que la possibilité de créer un programme de bourses destinées aux jeunes cadres ayant des connaissances et une expérience professionnelle dans le domaine des formes contemporaines d'esclavage, aux plans national et international, soit examiné. Les fonctionnaires du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les membres du Conseil d'administration pourraient dispenser à ces boursiers une formation concernant le système international relatif aux droits de l'homme, notamment le système des organes de surveillance des traités, le Conseil des droits de l'homme, l'examen périodique universel et les procédures spéciales relatives aux formes contemporaines d'esclavage. Ils pourraient ensuite utiliser leurs nouvelles connaissances pour analyser la mise en œuvre des projets et produire des documents de recherche visant à renforcer les capacités des bénéficiaires. Le Conseil a recommandé que le Haut-Commissariat suive cette proposition et qu'un poste budgétaire de 63 200 dollars soit créé à cet effet, pour permettre à quatre boursiers de suivre un cursus de cinq mois.

Recommandation 9

39. Le BSCI a recommandé la mise en place d'un mécanisme officiel de suivi et d'évaluation.

40. Le Conseil a adopté temporairement le projet de directives pour l'évaluation des projets et recommandé que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme demande de l'aide à ses représentants sur le terrain et au PNUD aux fins du suivi et de l'évaluation des projets.

41. Le Conseil a fait part de sa préoccupation concernant les 140 rapports financiers et descriptifs datant de 2005 à 2008, qui étaient toujours en attente d'évaluation à cause du manque d'effectifs au secrétariat. Le Conseil a recommandé que ces rapports soient analysés en priorité et que tous les projets ayant fait l'objet de rapports satisfaisants soient classés.

42. Le Conseil s'est félicité des informations qu'il a reçues concernant la mission effectuée par le secrétariat du Fonds et M^{me} Prateep Unsongtham Hata en Inde pour contrôler la mise en œuvre de projets financés par le Fonds. Compte tenu des constatations et des préoccupations exprimées par la mission au sujet de la mise en œuvre effective de certains projets, et eu égard au grand nombre de candidatures provenant d'Inde, le Conseil a recommandé qu'un consultant soit recruté pour évaluer les besoins et mesurer l'efficacité des activités menées par les organisations non gouvernementales qui se sont portées candidates dans le passé et de leurs programmes actuels.

43. Le Conseil a recommandé que certains projets fassent l'objet d'une visite régulière. Le secrétariat devrait préparer des comptes rendus de visites de projets pour que le Conseil les examine à sa session annuelle. Le Conseil a recommandé que quatre missions sur le terrain au maximum soient organisées chaque année et qu'un poste budgétaire de 45 000 dollars soit créé pour les financer. Par ailleurs, le Conseil a recommandé que les bureaux de terrain du PNUD et du Bureau international du Travail (BIT) soient informés de toute mission d'évaluation prévue et a suggéré que ces visites soient aussi l'occasion de contacter des organisations, particulièrement dans les zones touchées où les demandes d'aide sont peu nombreuses.

Recommandation 10

44. Le BSCI a recommandé la création d'un système de gestion de l'information permettant un contrôle et un suivi efficaces des aides financières.

45. Le Conseil a salué la mise en service du nouveau système de gestion des données mis au point par la section informatique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et a recommandé qu'un montant de 60 000 dollars soit alloué au recrutement d'un assistant temporaire qui serait chargé de saisir les données nécessaires dans le nouveau système de gestion des aides financières.

Recommandation 13

46. Le BSCI a recommandé que le cycle de traitement des demandes et d'octroi des aides financières du Fonds soit revu.

47. Le Conseil a adopté un nouveau cycle d'octroi des aides financières au titre de projets pour 2011, et a fixé la date de dépôt des candidatures au 31 mars 2010.

Recommandations 15 et 16

48. Le BSCI a recommandé que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme mette en place une politique de présélection plus complète et plus économique. Pour chaque nouveau candidat présentant une demande pour la première fois au Fonds, le Conseil a demandé que le secrétariat examine tous les justificatifs, dont le certificat d'enregistrement de l'organisation, ses statuts, une copie des documents bancaires mentionnant le nom des signataires autorisés, des copies de relevés bancaires, deux lettres de recommandation et des justificatifs d'autres sources de financement. Le Conseil a demandé au secrétariat de contacter systématiquement les personnes de référence et les donateurs mentionnés dans le dossier de candidature afin de vérifier les informations. Le Conseil a en outre recommandé que des rappels soient

systématiquement adressés aux organisations non gouvernementales qui ne produisent pas les documents supplémentaires demandés.

49. Le Conseil a également recommandé que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les présences sur le terrain du PNUD, l'OIT, l'UNICEF et les équipes de pays des Nations Unies collaborent pour vérifier le travail réalisé par les nouveaux candidats et, notamment, la qualité de l'assistance fournie aux victimes de formes contemporaines d'esclavage au niveau local.

50. Le Conseil a recommandé que le secrétariat continue d'assurer la liaison avec les membres du Conseil, le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, le Projet Aider les communautés tous ensemble et le One Percent Fund pour échanger des informations sur les candidats.

51. Le Conseil a salué la création d'une page intranet à l'usage des membres du Conseil et a demandé que toutes les demandes et tous les justificatifs soient mis à la disposition des membres au moyen de cette plate-forme au moins un mois avant la session.

D. Coopération avec les organismes des Nations Unies et faits nouveaux dans le système des Nations Unies concernant les mandats pertinents

52. Au titre du point de l'ordre du jour consacré à la collaboration avec les organismes des Nations Unies, le Conseil a rencontré Simon Steyne, responsable du Programme international pour l'élimination du travail des enfants à l'OIT. M. Steyne a évoqué la conférence mondiale du Programme qui devait se tenir en mai 2010 et présenté les stratégies du Programme et de l'OIT pour l'élimination du travail des enfants d'ici à 2016. Les membres du Conseil et M. Steyne ont ensuite débattu des moyens de collaboration entre les bureaux de terrain de l'OIT et le Fonds concernant la présélection des candidatures et la surveillance des bénéficiaires intervenant dans le domaine du travail des enfants.

53. Le Conseil a recommandé que le secrétariat communique au responsable du Programme international pour l'élimination du travail des enfants la liste des toutes les candidatures ayant un lien avec le travail des enfants présentées au Fonds, de manière à établir un contact avec les bureaux nationaux de l'OIT et du Programme en vue d'obtenir des informations supplémentaires.

54. Le Conseil a recommandé que le PNUD et l'UNICEF soient invités à la prochaine session du Conseil pour discuter des moyens de renforcer leur collaboration.

55. Le Conseil a pris note du rapport et du programme d'action de l'Atelier consultatif de coordination sur le travail des Rapporteurs spéciaux sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants; sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants; et sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, qui s'est tenu les 25 et 26 juin 2009 avec la participation du secrétariat du Fonds.

56. Le Conseil a salué le lancement d'une campagne mondiale de recensement des organisations non gouvernementales et autres partenaires concernés travaillant dans le domaine des formes modernes d'esclavage. Cette campagne sera menée par un

certain nombre d'organismes des Nations Unies et d'ONG internationales, et le Conseil a recommandé que le secrétariat fasse un large usage de ce document lors de la présélection des nouveaux candidats.

57. Le Conseil a rencontré Mariana Katzarova, Conseillère du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur la traite des êtres humains, pour parler des activités du Haut-Commissariat dans ce domaine. M^{me} Katzarova a présenté les activités du Haut-Commissariat en rapport avec les principes et directives recommandés concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains élaborés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en 2002 et les faits nouveaux concernant l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains. Le Conseil a recommandé que le secrétariat continue de collaborer avec la Conseillère du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la traite des êtres humains et de commencer à coordonner et partager les informations portant sur l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains avec le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, administré par UNIFEM.

58. Le Conseil a également rencontré M^{me} Gulnara Shahinian, Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris ses causes et ses conséquences pour parler des moyens de collaboration. La Rapporteuse spéciale a pris note des nouvelles politiques adoptées par les membres du Conseil et s'est vivement félicitée de la coopération fructueuse qui s'était établie lors de la préparation de ses missions à Haïti et au Brésil.

59. Dans l'optique des recommandations 6 et 8 du BSCI, le Conseil a décidé de recommander la création d'un poste budgétaire de 20 000 dollars pour financer des aides qui seraient allouées à des organisations non gouvernementales afin de leur permettre d'assister à des réunions régionales, sous-régionales et nationales organisées dans le cadre des missions de terrain de la Rapporteuse spéciale et de contribuer à la mise en œuvre des recommandations faites par celle-ci dans ses rapports.

60. Le Conseil a recommandé que soit organisée, dans le cadre de la quinzième session du Conseil des droits de l'homme, une manifestation parallèle commune avec la Rapporteuse spéciale, à laquelle participeraient les gouvernements et les organisations non gouvernementales intéressés.

61. Le Conseil a recommandé que la fiche n° 14 du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur les formes contemporaines d'esclavage soit révisée, en collaboration avec la Rapporteuse spéciale, pour qu'elle comprenne des références aux activités du Fonds et au nouveau mandat de la Rapporteuse spéciale.

E. Autres recommandations

62. Le Conseil a examiné l'état de l'application des recommandations qu'il avait formulées à sa quatorzième session en 2009, et s'est félicité des progrès réalisés en dépit des ressources limitées. Eu égard au nombre en constante augmentation des candidatures et des contributions, et compte tenu des effectifs limités du secrétariat du Fonds, le Conseil a de nouveau recommandé qu'une solution durable permettant aux membres du Conseil de s'acquitter de leur mandat soit trouvée.

63. Le Conseil a remercié l'Université du Minnesota d'avoir engagé un assistant de recherche qui a été chargé de présélectionner des propositions de projets entre juin et septembre 2009.

VI. Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage

64. Le 2 décembre 2009, en commémoration de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, le Conseil d'administration a publié la déclaration suivante :

« La Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage sert à rappeler aux peuples du monde entier que l'esclavage n'est pas un chapitre clos de l'histoire. Force est hélas de constater que des millions d'êtres humains à travers le monde sont soumis à des formes contemporaines d'esclavage, dont le risque de prolifération n'épargne aucun pays.

Ainsi que le Secrétaire général l'a fait observer dans le message qu'il a publié à l'occasion de cette journée, "[d]ans notre monde globalisé, de nouvelles formes d'esclavage sont apparues. La liste des pratiques odieuses, nouvelles et anciennes, est aujourd'hui d'une longueur effrayante : servitude pour dettes, servage, travail forcé, travail et servitude des enfants, traite des personnes et trafic d'organes humains, esclavage sexuel, utilisation d'enfants soldats, vente d'enfants, mariage forcé et vente de femmes et exploitation de la prostitution.

La majorité des victimes sont les pauvres et les groupes exclus de la société, tels que les minorités et les migrants. La conjonction des facteurs que sont la pauvreté, la classe et la race crée des problèmes structurels et des cycles de marginalisation difficiles à briser. Les peuples autochtones sont davantage exposés que les autres au travail pour dettes parce que, dans de nombreux pays, ils n'ont qu'un accès limité à la terre. Les inégalités entre les sexes et la discrimination sexuelle, le manque d'éducation, la recherche désespérée d'un travail et la demande d'une main-d'œuvre à bon marché constituent également des pièges. Cette vulnérabilité risque d'être encore accentuée par la crise économique et financière mondiale".

Nous saluons la création de plusieurs procédures spéciales consacrées à la question de l'esclavage, et notamment la récente nomination de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, qui représente une étape historique dans la lutte contre l'esclavage et pour l'élimination des pratiques tenant de l'esclavage. Nous tenons également à féliciter la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée; la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés et le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, qui ont déployé des efforts remarquables pour lutter contre les formes contemporaines d'esclavage.

Nous engageons vivement tous les États à ratifier et appliquer les instruments de lutte contre l'esclavage, et notamment le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

Nous tenons aujourd'hui à rendre hommage à tous les gouvernements, organisations de la société civile et particuliers qui s'emploient à éradiquer l'esclavage et à faire que toutes les victimes obtiennent réparation, notamment en leur offrant les moyens nécessaires à une réhabilitation aussi complète que possible. Nous affirmons notre engagement sans faille en faveur de la lutte contre l'esclavage, en particulier pour la défense des victimes.

Nous appelons les États Membres à respecter l'obligation qui leur est faite d'abolir l'esclavage et d'en éradiquer toutes les formes. Nous remercions tous les donateurs du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et exhortons la communauté internationale à faire preuve de solidarité en contribuant généreusement à ce Fonds afin qu'il puisse apporter une aide accrue aux victimes et contribuer à mettre fin dans le monde entier à ces pratiques intolérables et odieuses. »

VII. Comment contribuer au Fonds

65. Peuvent contribuer au Fonds les gouvernements, organisations non gouvernementales et autres entités privées ou publiques. Les donateurs sont invités à faire figurer sur leur ordre de paiement la mention « À l'intention du Fonds contre l'esclavage (compte SH) ». Pour obtenir des renseignements sur la procédure à suivre en la matière, prière de contacter le secrétariat du Fonds à l'adresse suivante :

Secrétariat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies
pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
Organisation des Nations Unies
CH 1211 Genève 10
(Suisse)
Téléphone : + (41) (22) 928 9737 ou 928 9164
Télécopie : + (41) (22) 928 9066.

VIII. Conclusions et recommandations

66. Le Fonds de contributions volontaires a suscité un intérêt grandissant parmi les organisations non gouvernementales qui viennent en aide aux victimes de l'esclavage. En 2009, quelque 274 demandes d'aide financière ont été reçues, pour un montant total de 3 831 322 dollars. Le Conseil d'administration n'a pu recommander l'octroi que de 726 090 dollars, soit moins de 15 % du total demandé. Le nombre de demandes présentées a nettement augmenté, de même heureusement que le montant des contributions des donateurs. Le Fonds n'est cependant toujours pas en mesure de répondre entièrement à la demande et au besoin croissant d'assistance. Le Conseil d'administration estime que pour remplir son mandat et

faire droit aux nouvelles demandes qui lui seront présentées en 2010, le Fonds devrait recevoir au moins 4 millions de dollars en nouvelles contributions avant la quinzième session du Conseil d'administration, qui se tiendra en décembre 2010.

67. Les donateurs et donateurs potentiels sont encouragés à intensifier leur soutien au Fonds afin qu'il puisse renforcer l'aide cruciale qu'il apporte aux victimes de l'esclavage. Pour le prochain cycle, ils sont invités à verser leurs contributions avant novembre 2010 de sorte qu'elles soient dûment comptabilisées par le Trésorier de l'Organisation avant la quinzième session du Conseil d'administration.

Annexe I

**Liste des aides financières au titre de projets
approuvées par le Conseil d'administration
à sa quatorzième session**

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Justice Acts	Afrique du Sud	Traffick proof	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Different & Equal Organization	Albanie	Aide durable à la réinsertion des victimes albanaises de la traite	12 000	
Caritas Albania	Albanie	Renforcement du pouvoir d'action des jeunes filles rom, face à la traite des êtres humains	15 000	
« Clean World » Aid to Women Social Union	Azerbaïdjan	Centre de soutien et de réhabilitation des victimes de la traite des êtres humains	10 800	
Prova Society	Bangladesh	Élimination et prévention du travail des enfants	8 000	
Society for Training and Rehabilitation (STAR)	Bangladesh	Formation destinée à donner aux travailleuses un rôle moteur dans la promotion des droits de l'homme et aide apportée aux employées de maison maltraitées pour qu'elles s'émancipent et se libèrent des atrocités de la servitude contemporaine	9 000	
Aid Organization (AO)	Bangladesh	Élimination du travail dangereux des enfants au Bangladesh	10 000	
Enfants solidaires d'Afrique et du monde	Bénin (République du)	Projet de formation des acteurs et de prise en charge directe pour la protection des enfants en situation de traite dans la commune de Bopa	14 540	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
La Strada-Bosnia	Bosnie-Herzégovine	Projet de prévention de la traite des êtres humains et de compensation des victimes	1 000	

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Bana Ba Letsatsi (Sunshine Children)	Botswana	Sereletsa Bana (en setswana, « protéger les enfants »)	11 300	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Comissão Pastoral de Terra	Brésil	Prévention de l'esclavage au sein du nouveau secteur agro-industriel dans le nord et le centre du Brésil	15 000	
GERT (Gender education, research and technologies foundation)	Bulgarie	Élimination de l'exploitation des enfants, sexuelle et par le travail, et protection des enfants placés en institution contre les pires formes de travail des enfants	12 420	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Animus Association Foundation	Bulgarie	Aide humanitaire aux femmes victimes de la traite, apportée en complément de l'ensemble de services minimums fournis dans le cadre du mécanisme national d'orientation	15 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Nku'mu Fed-Fed	Cameroun	Réadaptation et réinsertion des enfants victimes de la traite dans la région du nord-ouest du Cameroun	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Confederación General del Trabajo – CGT Colombia	Colombie	Revendication des droits fondamentaux et des droits du travail du personnel domestique de Medellín (Colombie)	7 000	
Fundación Esperanza por un retorno seguro	Colombie	Programme de prévention de la traite des êtres humains et de l'esclavage sexuel qui inclut l'élaboration de stratégies d'information ainsi que des services de conseil et de soutien aux femmes qui ont été ou pourraient être victimes de ces crimes	14 998	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Defensa de Niñas y Niños Internacional, DNI-Costa Rica	Costa Rica	Apport d'un soutien psychosocial et d'une aide juridique aux victimes de l'esclavage sexuel et de la traite	14 950	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Soletierre-Strategie di Pace ONLUS	Côte d'Ivoire	Protection contre l'exploitation et la violence sexuelle des mineures prostituées, à risque de prostitution et marginalisées	15 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Coalition to Abolish Slavery and Trafficking (CAST)	États-Unis d'Amérique	Seeds of renewal	10 000	
Polaris Project	États-Unis d'Amérique	Programme d'intervention contre la traite (Washington)	1 000	
Women's lobby and action against violence and trafficking in women – Open Gate	Ex-République yougoslave de Macédoine	Aide personnalisée à la réinsertion des victimes de la traite dans l'Ex-République yougoslave de Macédoine	14 980	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
CAVVHT (Center for Assistance to Victims of Violence and Human Trafficking)	Fédération de Russie	Prévention de l'exploitation sexuelle et par le travail des enfants migrants	14 800	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Asociación para la Eliminación de la Prostitución, Pornografía, Turismo, Tráfico Sexual de Niñas, Niños y Adolescentes en Guatemala	Guatemala	Protection et accompagnement complet des enfants et des adolescents qui sont ou risquent de devenir victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales au Guatemala	7 652	

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Konbit Pou Lape Ak Devlopman Nan Pon- Wouj	Haïti	Lutte contre l'esclavage des enfants de La Saline par l'éducation et la sensibilisation communautaire	10 060	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Jean R. Cadet Restavec Foundation	Haïti	Espoir pour Haïti – Éducation des enfants haïtiens les plus vulnérables	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Terre des Hommes Suisse	Haïti	Projet d'aide aux enfants domestiques de Port-au-Prince	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Komite Paran an Difikilte nan Matisan (KOPADIM)	Haïti	Programme éducatif, soutien psychosocial et formation professionnelle à l'intention d'une centaine d'enfants domestiques, dans la région de Mortissant (Haïti)	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Development of Underprivileged through Integrated Economical Services (DUTIES)	Inde	Lutte contre la servitude pour dettes, l'esclavage sexuel, le travail servile et le travail des enfants	14 371	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Association for the social, educational and charitable activities for the poor communities (ASHA)	Inde	Programme de réinsertion des enfants astreints au travail	12 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Adarsa Rural Integrated Development society (ARIDS)	Inde	Amélioration des conditions de vie et autonomisation des personnes qui ont subi les atrocités du travail forcé et de l'esclavage	12 750	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Yayasan Puri Hijau	Indonésie	Établissement de fermes aux crocodiles dans la région du Mamberamo pour venir en aide aux victimes de l'esclavage	10 500	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Center for Study and Child Protection (PKPA)	Indonésie	Libération et protection des enfants victimes de l'exploitation et de la traite grâce à l'établissement d'un centre d'accueil dans la province du Sumatra du Nord	10 000	
Omid-e-Mehr Foundation (Omid)	Iran (République islamique d')	Centre d'hébergement Omid	15 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Ruhama	Irlande	Aide aux victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle en Irlande	10 500	
Kav LaOved – Worker's Hotline	Israël	Suivi de la mise en œuvre de la réforme du Gouvernement israélien visant à d'affranchir les travailleurs migrants de toute « dépendance » à l'égard de leur employeur	7 500	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Hotline for Migrant Workers	Israël	Lutte contre la traite des êtres humains	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
WVP Kenya	Kenya	Streetwise leaders	14 727	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Caritas Liban Centre des migrants	Liban	Protection et soutien des victimes de la traite au Liban	13 200	
Centre de soutien aux familles de personnes disparues	Lituanie	Réinsertion des victimes de la traite des êtres humains grâce à la thérapie par l'art	12 545	
Health Equity Initiatives	Malaisie	Services de santé et d'assistance juridique aux migrants et réfugiés victimes de la traite, du travail forcé et de l'exploitation en Malaisie et activités de sensibilisation à leur situation	12 338	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Alternativa Pacifica	Mexique	Prévention de la traite des êtres humains et soutien et protection des victimes	8 500	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Hope and Health	Moldova	Aide spécialisée à la réinsertion des victimes et victimes potentielles de la traite qui sont atteintes d'un handicap mental	15 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Center for Human Rights and Development (CHRD)	Mongolie	Projet de recherche sur la situation actuelle en matière d'exploitation par le travail en Mongolie	5 710	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
CWISH	Népal	Renforcement du mouvement de défense des droits des travailleurs au Népal	10 880	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Dynamism in Social Development (DIDS)	Népal	Programme de réinsertion des enfants astreints au travail forcé et à la servitude	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Planète Enfants	Népal	Renforcement des capacités d'un centre de réinsertion pour les victimes de la traite à Katmandou	12 760	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Rural Women's Creative Forum	Népal	Sensibilisation, plaidoyer et soutien	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Insan Dost Association (IDA)	Pakistan	Lutte contre l'esclavage grâce à l'éducation	11 500	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
The Volunteer's Social Welfare Organization (VSWO)	Pakistan	Back to life – Promotion et défense des droits des femmes dans le secteur du briquetage	10 600	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Association of Network for Community Empowerment (ANCE)	Pakistan	Élimination de l'esclavage grâce à l'éducation	14 667	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Capital Humano y Social Alternativo (CHS Alternativo)	Pérou	Repérage et suivi des cas de traite d'enfants, d'adolescents et de femmes à des fins d'exploitation sexuelle et par le travail, dans deux régions du Pérou (Lima et Loreto)	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
« Immaculée Conception » (association d'aide aux filles et aux femmes)	Pologne	The Hope – aide complète aux femmes victimes de la traite	11 030	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Arche d'alliance (ARAL)	République démocratique du Congo	Appui à la sensibilisation communautaire, à la prévention des formes contemporaines de l'esclavage et à la lutte contre l'impunité de leurs auteurs dans le Sud-Kivu (République démocratique du Congo)	14 907	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Southern Refugee Legal Aid Network (SRLAN)	Royaume-Uni	Aide aux enfants qui fuient la conscription	14 600	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Centre chrétien pour le développement des paysans en Milieu Rural (CCDPR)	Rwanda	Réduction de l'esclavage économique des pygmées de la chefferie de Lwindi par les autres communautés locales	7 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Community Concern Society	Sri Lanka	Hébergement des survivants de l'esclavage	9 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Vivere	Suisse	Aide et protection apportées aux victimes de la traite des êtres humains dans les Émirats arabes unis	15 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
The League of Women Lawyers of Tajikistan	Tadjikistan	Soutien visant à prévenir les conséquences négatives du mariage forcé	13 985	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Duang Prateep Foundation	Thaïlande	Projet visant à protéger les droits des enfants et à promouvoir l'épanouissement des jeunes femmes	14 285	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Children of the Forest	Thaïlande	Children of the Forest	15 000	
La Colombe	Togo	Lutte contre le travail des filles serveuses dans les bars et restaurants à des fins d'exploitation dans les préfectures de Vo et Yoto	14 975	
Foundation for Women's Solidarity	Turquie	Renforcement des capacités des organisations de la société civile à Antalya et Ankara de repérer les victimes de la traite	14 760	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Women's Self-Promotion Movement (WSPM)	Zimbabwe	Apaisement des souffrances des femmes victimes des crises politico-économiques qui ont touché Mbare grâce au renforcement de leurs capacités et de leur pouvoir d'action économique	12 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

Annexe II

**Liste d'attente des aides financières au titre de projets
recommandées par le Conseil d'administration
à sa quatorzième session**

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Defensa de Niñas y Niños Internacional – sección Argentina	Argentine	Protection des droits des enfants et des adolescents soumis à la servitude et à l'exploitation par le travail (Aurora)	8 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
POWER (Platform of Women's Empowerment and Rights)	Bangladesh	Défense des droits fondamentaux des filles pauvres soumises à l'esclavage et promotion de leur émancipation dans le but de les libérer de l'indignité	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Keoogo	Burkina Faso	Appui-accompagnement des enfants talibés et des filles victimes d'exploitation sexuelle	10 300	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Dagropass- « AMAGARANIKINDI »	Burundi	Assistance à la femme rurale sous le joug masculin au Burundi	14 500	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Association des amis de Kirundo/Burundi pour l'éducation et le développement	Burundi	Projet d'appui à la lutte contre l'esclavage moderne des enfants au Burundi	14 900	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Alianza por tus derechos	Costa Rica	Renforcement des mesures et stratégies communales de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans la province de Limón	12 600	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Fundación Esperanza	Équateur	Projet pilote visant à prévenir la traite des êtres humains en sensibilisant les enfants et adolescents quéchuas de l'Équateur	5 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Association for support and protection of individuals and groups under risk « for happy childhood »	Ex-République yougoslave de Macédoine	Centre d'autonomisation économique et de soutien psychosocial des Macédoniennes victimes de la traite ou qui risquent de le devenir	14 530	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Inter-African Committee on Traditional Practices (IAC)	Ghana	Lutte contre l'esclavage sexuel au Ghana	15 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Centre d'action pour le développement	Haïti	Renforcement du Centre de transition des filles et réinsertion psychologique des enfants en danger dans leur milieu familial	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Association Zanmi Timoun	Haïti	Projet de formation professionnelle et d'accompagnement visant à permettre aux 30 adolescentes et adolescents astreints au travail domestique dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince de trouver une activité génératrice de revenus	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Olmaa Pastoralist Development Programme (OLPADEP)	Kenya	Projet de promotion des droits des femmes et des filles olmaa	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Kyrgyz Committee for Human Rights (KCHR)	Kirghizistan	Lutte contre le travail forcé des migrants kirghizes en Russie	7 500	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Rescue Alternatives Liberia (RAL)	Libéria	Campagne visant à lutter contre le travail des enfants en proposant des solutions de rechange	8 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Maiti Nepal	Népal	Lutte contre la traite des enfants et des femmes	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Agroforestry Basic Health and Cooperatives (ABC) Nepal	Népal	Réadaptation, formation et réinsertion des victimes de la traite, de la violence conjugale et d'autres formes de violence	15 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Rural Access Development and Research (RADAR)	Népal	Élimination du travail forcé et de la servitude des enfants issus de familles ex-kamaiya	10 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Idia Renaissance	Nigéria	Projet visant à assurer la formation professionnelle et l'autonomisation de 30 victimes de la traite dans l'État d'Edo (Nigéria)	12 787	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
National Foundation for Democracy and Human Rights in Uganda (NAFODU)	Ouganda	Campagne contre la maltraitance des enfants dans le sud-ouest de l'Ouganda	8 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Platform for Labour Action (PLA)	Ouganda	Renforcement des initiatives communautaires visant à réinsérer les enfants qui travaillent et vivent dans la rue dans le district de Lira (nord de l'Ouganda)	12 400	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Ama Asociación Indígena del Perú	Pérou	Éradication du travail forcé dans le secteur forestier	10 500	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Solidarité pour les initiatives des peuples autochtones pygmées	République démocratique du Congo	Campagne de sensibilisation à la lutte contre les mariages forcés et la vente d'épouses à Bunyakiri	8 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
War-affected Girls and Adults (WAGA)	Sierra Leone	Mobilisation communautaire contre l'exploitation et l'esclavage sexuels	8 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues

<i>Organisation</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre du projet ou domaine d'activité</i>	<i>Montant approuvé (dollars É.-U.)</i>	<i>Conditions d'octroi</i>
Labour Rights Promotion Network (LRP)	Thaïlande	Assistance juridique à la lutte contre la traite des êtres humains	7 200	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Initiatives des jeunes pour le développement (IJD)	Togo	Projet de réinsertion socioprofessionnelle des jeunes filles victimes d'abus sexuels sur leur lieu de travail	11 150	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Red Uruguay de Autonomías	Uruguay	Éradication de la traite des femmes et élaboration d'outils permettant de détecter rapidement les cas de traite des enfants en vue de leur exploitation sexuelle à des fins commerciales ainsi que le tourisme sexuel mettant en cause des enfants	8 000	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues
Blue Dragon Children's Foundation	Viet Nam	Safe and Sound	9 800	En attente jusqu'à ce que des informations supplémentaires satisfaisantes soient reçues